



Audiovisuel public : le combat continue à la rentrée

Après la caricature de débat imposé au Sénat par la ministre de la culture et le gouvernement, qui ont dégainé le vote bloqué pour faire passer en force leur projet de loi amendé, les sénatrices et sénateurs de l'opposition ont quitté l'hémicycle ce 11 juillet. Avant cela, les groupes de gauche avaient passé plus de huit heures à débattre pied à pied avec la ministre et le rapporteur, **sans jamais obtenir de réponse claire sur le besoin soudain d'un « chef d'orchestre unique » pour l'audiovisuel public.**

Le rapporteur Cédric Vial a même exprimé sans détour **ce que cette réforme implique réellement pour le pluralisme** : « si on a d'un côté France Télévisions, et de l'autre Radio France, qui ont deux points de vue ... » — ce serait, à ses yeux, un problème.

Aux éléments de langage technocratiques et aux réponses méprisantes de Rachida Dati — qui rejoue en boucle le récit personnel de son père ouvrier à qui l'audiovisuel public ne parlerait plus — ont répondu avec clarté plusieurs sénatrices et sénateurs :

- Colombe Brossel, sénatrice de Paris pour qui « deux ou trois micros valent mieux qu'un »
- Karine Daniel, économiste et sénatrice de Loire-Atlantique, qui a dénoncé le mirage du slogan « à plusieurs on est plus fort »,
- Corinne Féret, sénatrice du Calvados, qui a égrené les noms des élu·es de son département, soutiens de l'audiovisuel public, malgré les huées de la droite,
- Pierre Ouzoulias, Monique de Marco, Sylvie Robert, Cécile Cukierman, Yan Chantrel, Éric Kerrouche, Yannick Jadot, Mélanie Vogel, Rémi Cardon, David Ros, Evelyne Corbière-Naminzo, Annie Le Houérou, notamment, qui ont relayé nos inquiétudes pour l'avenir de l'INA, de la radio et de la télévision publiques, et demandé des explications sans en recevoir.

Nous avons suivi cette bataille et l'avons retranscrite sur les comptes Bluesky de la [CGT France Médias Monde](#) et de la [CGT Radio France](#).

Une nouvelle fois, **cette proposition de loi poursuit son chemin sans véritable débat et sans consensus, même à droite : 33 sénateur·trices du bloc central se sont abstenus, un record au Sénat.** Il est frappant de voir à quel point la ministre s'accommode de méthodes antidémocratiques pour faire passer une réforme qui remet en cause l'indépendance du service public de l'information.

Le retour à l'Assemblée nationale est attendu pour la rentrée. Ce sera à nouveau une grande bataille à mener — et **la CGT répondra présente, comme toujours, pour porter haut les valeurs du service public et organiser la lutte.** Depuis des mois, les syndiqué·es CGT dans toutes les entreprises de l'audiovisuel public – Radio France, France Télévisions, l'INA, France Médias Monde – se sont mobilisé·es sans relâche. Ils et elles ont rencontré, informé et convaincu des dizaines de

parlementaires, de tous les horizons politiques. Ils et elles ont rédigé des argumentaires, organisé des débats, et pris le temps d'expliquer, avec sérieux, ce que cette réforme implique pour les contenus, les conditions de travail, l'indépendance et la démocratie.

Partout où les salarié·es se sont mobilisé·es, une prise de conscience collective s'est affirmée : **nos intérêts convergent, quels que soient nos métiers**. Ce combat contre la réforme est aussi un combat pour nos moyens, nos statuts, notre avenir commun.

La ministre a répondu par le silence, le mépris, et désormais par un vote bloqué. Aucun chiffre solide. Aucune vision stratégique. Aucune étude d'impact. Aucun dialogue social.

Mais **nous ne lâchons rien**.

Nous voulons des entreprises publiques fortes, complémentaires, financées de manière pérenne, au service de la culture, de la démocratie et des citoyen·nes.

Nous appelons les parlementaires à refuser ce texte s'il revient à l'Assemblée.

Nous donnons rendez-vous à toutes et tous à la rentrée : le service public ne se réforme pas dans l'opacité et à la hâte, il se construit avec celles et ceux qui le font vivre chaque jour.

Le 11 juillet 2025

Les groupes CGT de l'INA, Radio France, France Télévisions, France Médias Monde

Le SNJ-CGT, le SNRT-CGT et la CGT Spectacle